

**Des voix:** Bravo!

**M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, je remercie mes collègues pour ce généreux appui que je sais sincère et opportun dans toutes circonstances. Cet après-midi, je voudrais d'abord commenter le discours du trône et plus précisément repasser quelques unes des causes qui font que nous sommes réunis en session aujourd'hui contrairement à ce que l'on attendait.

Mais auparavant, je voudrais offrir au motionnaire, la représentante de York-Sud (M<sup>me</sup> Appolloni) et au comotionnaire, mes sincères félicitations pour la façon dont ils se sont acquittés de cette fonction traditionnelle. Le député de York-Sud s'en est acquittée avec grâce et intelligence. Elle n'avait pas la tâche facile, devant défendre l'indéfendable et je la félicite pour la façon dont elle a présenté son discours et dont elle a accompli cette mission quasi impossible.

Nous avons eu aujourd'hui ce qu'on appelle communément la journée des chefs de parti. Cet après-midi et ce soir je me suis demandé quelle aurait pu être l'impression de quelqu'un qui serait venu à la Chambre pour écouter les discours prononcés cet après-midi, et surtout ceux des deux principaux orateurs. A mon avis, il est juste de dire, et je pense que la plupart des députés en conviendront, que si quelqu'un qui ne s'intéresse pas normalement aux affaires de la Chambre avait assisté aux délibérations de cet après-midi, il aurait eu l'impression que le premier ministre était la personne assise directement en face de moi, c'est-à-dire le chef de l'opposition (M. Clark) en réalité, parce qu'il a consacré tout son discours à expliquer ce qu'il faudrait faire à son avis au sujet des problèmes importants qui se posent au Canada à l'heure actuelle.

Qu'est-ce que le premier ministre (M. Trudeau) a fait? Son discours se résumait en une attaque personnelle scandaleuse contre les suggestions très constructives du chef de l'opposition. C'est le genre d'attaque qu'on pourrait considérer comme appropriée de la part d'un chef de l'opposition et le premier ministre a montré par là quelle sera l'attitude du gouvernement pendant la session en cours. Le premier ministre s'est contenté de dénigrer et de critiquer ce que je considère comme des suggestions très réfléchies et constructives faites par le chef de l'opposition.

Si c'est le genre d'atmosphère que le supposé dirigeant de notre pays veut créer à la Chambre, quel progrès pourrions-nous accomplir au cours des jours et des semaines à venir? Le chef de mon parti mérite nos félicitations pour la façon dont il s'est conduit à un moment où nous ne devrions pas être au Parlement et où nous devrions plutôt demander enfin au peuple canadien de nous donner un nouveau mandat et d'élire un nouveau gouvernement.

Je tiens à signaler aux députés d'en face que la Saskatchewan est en train de tenir des élections provinciales. Peut-être le premier ministre devrait-il savoir ce qui s'y passe. Le premier ministre provincial, assailli de tous côtés et menacé de perdre son poste, a commencé sa campagne en attaquant de façon féroce et inattendue le chef du parti conservateur de la province. A la suite de cet assaut inattendu et injustifié, j'ai bien

### *L'Adresse—M. Hnatyshyn*

l'impression qu'après le 18 octobre on apprendra que la Saskatchewan vient s'ajouter à la liste de plus en plus longue des provinces conservatrices. Il y en aura sept après le 18 octobre.

Monsieur l'Orateur, je voudrais à présent m'étendre sur les raisons pour lesquelles nous sommes ici. Le premier ministre a parlé aujourd'hui de leadership et de qualités qu'il pense pouvoir, en toute modestie, offrir au pays. Il nous en a donné des exemples, choisis au cours des derniers mois. Il ne sert à rien que nous soyons ici aujourd'hui. Rien dans le discours du trône ne justifie le maintien du gouvernement en place. Y a-t-il un député à la Chambre qui puisse suggérer sérieusement que le discours du trône annonce des solutions aux problèmes actuels du Canada? Le gouvernement prend-il de nouvelles mesures économiques? A-t-il présenté des suggestions pour remédier à la prétendue crise de l'unité nationale?

● (2152)

Ce n'est qu'un rabâchage, monsieur l'Orateur, des propositions que le premier ministre a faites çà et là ces derniers mois, sans consulter les membres de son cabinet, de son propre chef, selon son habitude, propositions qui lui semblaient politiquement rentables sur le moment. A vrai dire, à mon avis, ces propositions lui paraissaient nécessaires pour sauver sa tête, politiquement parlant.

J'ai été élu en 1974, en même temps que le ministre d'État (petite entreprise) (M. Abbott). Ceux d'entre nous qui ont été élus en 1974 passeront peut-être à l'histoire parce qu'ils auront siégé au Parlement pendant assez d'années pour être admissibles à la pension. Le genre de direction donnée par le premier ministre, c'est de monopoliser les émissions du réseau de télévision national. Il a eu recours à cette pratique deux ou trois fois. A chaque fois que l'on attendait une déclaration importante pour le Canada, il nous a dit à la télévision: «Je regrette, mais je suis à la tête du pays, et il n'y aura pas d'élections».

A propos, au cours de l'été, le premier ministre est allé à Bonn pour une rencontre au sommet avec d'autres chefs d'État de pays occidentaux. J'ai été forcé de conclure qu'il a dû faire quelque chose de bien à cette occasion. Je pense que ce qu'il a pu faire pour le Canada a peut-être été de vendre son discours maintenant breveté à M. Callaghan qui en a prononcé un semblable en Angleterre il y a quelques semaines. Le seul point sur lequel on semble s'être mis d'accord au sommet de Bonn serait que ceux qui ont participé aux délibérations sont peut-être convenus de ne plus tenir d'élections.

N'oublions pas que le premier ministre méprise fondamentalement cette institution au point de participer rarement, sinon jamais, aux débats de la Chambre. En fait, depuis que je suis ici, on ne l'a vu participer aux débats qu'une fois par année, et c'est à l'occasion du débat sur l'Adresse. C'est toute la considération qu'il a pour le Parlement. C'est tout le cas que fait le premier ministre de l'avis des membres de son propre parti ou des membres de l'opposition qui représentent, comme nous, toutes les régions du Canada.